

Histoire, trauma et transmission

Emil Michel Cioran¹ le disait pour l'histoire des sociétés humaines : « A l'heure où l'humanité s'essayait au désastre, nul ne l'aurait cru capable d'en produire un jour en série ».

De ces catastrophes, l'histoire retient aujourd'hui les traumatismes des guerres et des massacres de masse. En empruntant au vocabulaire de la psychanalyse, les historiens et philosophes observateurs du monde social et de ses héritages les plus tragiques se plaisent à utiliser des notions telles que : « trauma », « refoulement », « amnésie ». Evoquer les souvenirs des temps passés, y compris les plus traumatisants, c'est avoir recours à un récit, à une mise en forme explicite. C'est souvent aujourd'hui le rôle de l'historien, mais c'était aussi souvent (et cela le reste en partie) celui du politique, qui organise les commémorations autour d'un « plus jamais ça » expiatoire, performatif autant qu'illusoire.

Les traumatismes de l'histoire s'inscrivent dans des événements déchirants. Événements de souffrance individuelle, familiale et collective au sens large. Le XX^e siècle en a produit en série, aurait pu dire Cioran, du génocide arménien, à la Grande guerre, des répressions coloniales, à la seconde guerre mondiale où l'événement du trauma au XX^e siècle, la shoah, fait figure de paradigme. Au nom symbolique (l'« anéantissement », la « catastrophe »), la destruction des juifs d'Europe est l'événement à l'aune duquel chaque mémoire meurtrie tente de comparer son destin. D'une certaine manière, l'immigration porte en elle des éléments traumatiques, tant elle fait de deuils, corporels et symboliques, et *a fortiori* lorsque cette immigration est réalisée dans un contexte d'humiliation. De ce point de vue, l'histoire française de l'immigration des Harkis après la guerre d'Algérie est symptomatique de ce que nous entendons par trauma en histoire. L'événement s'inscrit en

contexte colonial et se prolonge en métropole et en Algérie indépendante par un double processus de rejet. Cantonnés au camp de Rivesaltes² pour beaucoup d'entre eux, les supplétifs de l'armée française et leur famille tentent de survivre au déshonneur, aux restrictions et aux discriminations. En Algérie, ils meurent des balles vengeresses des règlements de compte d'après-guerre.

Comment dire le trauma sans tomber, en histoire, dans une écriture du pathos, éloignée des canons scientifiques de l'écriture de l'histoire ? Comment dire les plaies apparentes ou symboliques des populations meurtries, sans ignorer la froide mise à distance des faits et des documents parfois en contradiction avec les mémoires telles qu'elles se transmettent de génération en génération ? La notion de « mémoires traumatiques » a-t-elle même un sens ? Cette tension entre le devoir de vérité et le devoir de mémoire et de compassion, c'est celle qui anime l'ensemble des écrits concernant la shoah. Par extension mimétique, elle parcourt les travaux des spécialistes de la colonisation, de l'esclavage et des moments d'histoire dramatiques.

De fait, depuis la fin de la Première guerre mondiale, et après l'enfer des tranchées et de la « boucherie », les militants pacifistes ont brandi le « plus jamais ça » désormais repris systématiquement. Dès l'après-guerre, la forme prise par la manière dont on va dire l'horreur de l'événement, passe par le récit, qu'il soit autobiographique ou littéraire. Henri Barbusse, Erich Maria Remarque³ en sont les expressions les plus connues. Car dans la volonté de maîtriser l'événement dans toute sa violence, parce qu'on ne peut pleinement le comprendre, le passage par le récit est fondamental. En se réunissant dans des congrès d'anciens combattants jusqu'à très tard au XX^e siècle,

les « poilus » rejouent l'événement par la parole, la mise en mots des souvenirs. Ce phénomène s'exprime aujourd'hui avec une force décuplée autour de ce qu'il est convenu d'appeler en France les « enjeux de mémoire ». Initiés par la libération de parole des années 80 autour de la Shoah, les récits qui répètent l'événement traumatique se multiplient. Contre le refoulement de la mémoire, les contemporains estiment implicitement ou explicitement que la répétition par la parole, le récit, la forme narrative, permet de penser (nouvelle forme du sacré ?) que l'on pourra éviter la répétition de l'acte. C'est le « plus jamais ça » contre « l'histoire repasse toujours les plats ». La croyance d'une possibilité d'éviter le pire (au mépris parfois de l'actualité, Bosnie, Rwanda, Darfour...) contre le fatum de l'histoire (qui n'est jamais stricte répétition d'événements). Plus encore, l'histoire est sommée de dire la dette, dans une reconnaissance de l'humiliation subie, pour une réparation symbolique (et pas que) des torts subis dans le passé. A l'encontre de ce que disait Marc Bloch pour qui faire de l'histoire c'est comprendre, mais ne jamais juger.

Les sociétés modernes (et française en particulier) seraient-elles à l'image de l'enfant qu'observe Freud qui, en jouant symboliquement, par la parole, la répétition de l'événement traumatique, parvient ainsi à maîtriser par le langage un trauma qu'il n'est pas en mesure de comprendre ? Dans le déchaînement des concurrences de mémoires actuelles, au mépris parfois des faits historiques, la société française ne serait-elle pas dans une forme de fascination, pour le moins, de la morbidité ? « Je n'existe plus que par le trauma raconté à satiété », pourrait dire bon nombre de « porteurs de mémoire ». « Mon identité est le trauma passé de mes ancêtres (déportés, esclaves, colonisés, exterminés... la liste est longue des injustices des

Benoît FALAIZE,
Chargé d'études et
de recherches à
l'Institut national de
recherche pédagogique

1. Cioran Emil Michel,
« Syllogismes de
l'amertume », Ed. Folio,
oct. 1987.

2. Dans les Pyrénées orientales, ce centre d'hébergement est un « haut lieu » de la mémoire des Harkis. Après avoir servi successivement entre 1939 et 1942 de camp d'internement de Républicains espagnols, de Tsiganes et de Juifs de toutes nationalités, à partir de juin 1962, il a accueilli des tirailleurs algériens démobilisés, avant de jouer jusqu'en décembre 1964, le rôle de plaque tournante dans le transfert des Harkis vers d'autres lieux. (NDLR)

3. Remarque Erich Maria,
« A l'ouest, rien de
nouveau », Ed. Poche,
juin 1973.

Histoire, trauma et transmission (suite)

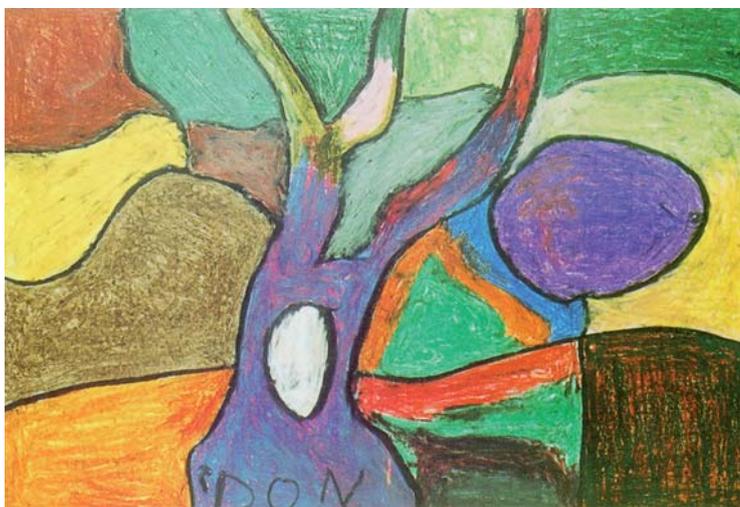
hommes dans l'histoire), incorporé en moi », reconstruit au présent dans des problématiques qui concernent bien souvent plus le présent que le passé.

La manière dont l'histoire est convoquée pour dire la victimisation, pour dire l'horreur de l'histoire, pose un problème à la France dans l'expression de son récit national. Jusqu'aux années 1970, l'histoire de France se déclinait sous le mode de

l'homogénéité et de la cohérence portée vers l'avenir (radieux ou non). La France avait ses territoires, ses clochers ruraux, ses héros positifs et semblait vouloir rayonner sur le monde grâce à sa culture et à ses valeurs humanistes et révolutionnaires (les Droits de l'Homme). Depuis la fin des années soixante dix, et de façon concomitante, à la (dé)faveur de la décolonisation, du retour de mémoire du rôle de

la France et de Vichy dans la déportation des juifs pendant la guerre, tout se passe comme si la France ne pensait plus, et que de façon coupable, qu'à ses victimes. Dans l'écriture de l'histoire et la manière de se percevoir sur le temps long, la France est passée des *lendemains* qui chantent aux *hiers* qui déchantent.

Pourtant, comme pour tout projet d'avenir, la France avait sans aucun doute besoin de trouver les mots pour dire une histoire parfois refoulée, sinon occultée. Avoir « les mots pour le dire ». Voilà une autre manière de filer la métaphore analytique. La France a connu une histoire faite aussi de trauma, trop souvent ignorée ou masquée. Aujourd'hui ses yeux se décillent. Reste à construire avec exigence un récit reposant sur des faits plus que sur des affects, sur des éléments vérifiables, plus que sur des mémoires parfois parcellaires, pour rétablir un roman national pluriel, porteur d'espoirs et de vie en commun, pour les générations à venir. ■



Les « classes moyennes », au miroir déformant des politiques publiques (suite)

extensive peut engendrer des erreurs d'analyse. Ces dernières entraînent à leur tour de réelles difficultés de conception stratégique et de ciblage pour les politiques publiques.

Un travail de décryptage rigoureux pour une action publique efficace

Mieux définir les classes moyennes répond donc non seulement à une exigence de rigueur intellectuelle, mais aussi à un véritable enjeu pour l'action publique. Il convient

drat ainsi d'adopter une perspective plus dynamique qui tienne compte des destins individuels et des trajectoires de vie (par exemple, en distinguant les propriétaires – effectifs ou en devenir – des locataires de logement). Parallèlement, une attention particulière devrait également être portée aux dénominations choisies : par exemple, au lieu de parler des « classes moyennes supérieures » comme d'un sous-groupe des « classes moyennes », il serait sans doute plus pertinent de

parler de « classes aisées ». Cette appellation, certes moins neutre politiquement, a l'avantage d'être plus éclairante puisqu'elle renvoie à des situations sociales objectivables. Finalement, seul un travail rigoureux et fin de décryptage des réalités sociales vécues par ces groupes sociaux permettra d'identifier la nature exacte des problèmes qu'ils rencontrent et, ce faisant, de proposer des politiques publiques les mieux adaptées pour y remédier. ■